

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1968 Nr. 57

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Socialistische Republiek Roemenië betreffende
het internationaal vervoer van goederen
over de weg;
's-Gravenhage, 23 april 1968*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le
Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant
les transports routiers internationaux de marchandises**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement
de la République Socialiste de Roumanie,

désireux de réglementer et de faciliter les transports routiers
internationaux de marchandises entre les deux pays, ainsi que le
transit à travers leurs territoires,

sont convenus de ce qui suit:

Transports soumis au régime d'autorisation

Article 1

Les transporteurs, ayant leur siège aux Pays-Bas ou en Roumanie,
sont autorisés à effectuer des transports de marchandises au moyen
de véhicules routiers entre les territoires des deux pays, ou en transit
par leurs territoires, dans les conditions établies par le présent
Accord.

Article 2

Tous les transports de marchandises entre les deux pays ou en transit par leurs territoires, sont soumis au régime d'autorisation, sauf ceux qui sont définis à l'article 6 du présent Accord.

Le nombre d'autorisations sera établi chaque année en commun accord entre les autorités compétentes des Parties contractantes, tenant compte des besoins de transport.

Le nombre sera augmenté si dans le courant de l'année il s'avéra insuffisant.

Article 3

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes se transmettent réciproquement en blanc les autorisations de transport. Elles seront délivrées aux transporteurs prévus à l'article 1 du présent Accord par les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule routier.

Les autorisations sont de deux sortes:

- a) „autorisation à temps”, qui habilite à un nombre illimité de voyages, qui peuvent s'effectuer dans sa période de validité;
- b) „autorisation au voyage”, qui habilite à un seul voyage dans sa période de validité.

Les autorisations ne sont pas transmissibles.

L'autorisation de transport habilite l'utilisation d'un véhicule routier avec ou sans remorque ou semi-remorque.

Au retour, le transporteur peut prendre en charge des marchandises en provenance de l'autre Partie contractante.

Article 4

L'autorisation de transport, dont le modèle sera fixé en commun accord entre les autorités compétentes des Parties contractantes, doit accompagner le véhicule routier sur le territoire de l'autre Partie contractante, pour faire l'objet de tout contrôle éventuel.

Les marchandises transportées avec le véhicule routier, y compris celles chargées sur la remorque ou la semi-remorque, doivent correspondre aux données inscrites dans l'autorisation de transport.

Article 5

Les transporteurs prévus à l'article 1 du présent Accord ne sont pas autorisés à effectuer des transports de marchandises entre deux points situés sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Ils peuvent effectuer des transports de marchandises entre le pays de l'autre Partie contractante et un pays tiers, avec le consentement des autorités compétentes de cette Partie contractante.

Transports non soumis au régime d'autorisation

Article 6

Sont dispensés d'autorisation:

- a)* les transports de déménagements;
- b)* les transports d'objets destinés aux foires, aux expositions et aux démonstrations;
- c)* les transports d'animaux, de véhicules et d'articles de sport, destinés aux manifestations sportives;
- d)* les transports de décors et d'accessoires de théâtre;
- e)* les transports d'instruments musicaux et de matériaux destinés aux enregistrements radiophoniques, cinématographiques, de télévision, ou à toute autre manifestation artistique;
- f)* les transports de véhicules endommagés;
- g)* les transports de cadavres, effectués au moyen de véhicules routiers spécialement aménagés, conformément aux règles de procédure sanitaire.

Les transports prévus aux lettres *b)*, *c)*, *d)* et *e)* ne sont dispensés d'autorisation de transport, que si les animaux ou les objets sont destinés à être ramenés dans le pays d'immatriculation du véhicule routier, ou dans un état tiers.

Documents de transport

Article 7

Les transports de marchandises pour compte d'autrui, effectués au moyen de véhicules routiers, seront accompagnés d'une lettre de voiture.

Exonérations fiscales et douanières

Article 8

Les transports de marchandises effectués par le transporteur d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément aux articles 2 et 6 de cet Accord, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie contractante de toutes les taxes et impôts spécifiques les frappant.

Les véhicules au moyen desquels lesdits transports se réalisent, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie contractante de la taxe sur le véhicule automobile.

Les autorisations desdits transports sont également exonérées de tout paiement de droits, taxes et impôts.

Article 9

Les carburants contenus dans les réservoirs de véhicules routiers, prévus par le constructeur pour le type de véhicule routier respectif, sont exonérés de taxes de douane et de toutes taxes et impôts.

La même exonération s'applique aussi aux pièces de rechange importées temporairement pour les réparations nécessaires au véhicule routier, importé antérieurement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Les pièces rechangées seront réexportées ou détruites sous le contrôle de l'organe douanier.

Décompte de paiements

Article 10

Le décompte de paiements à effectuer suivant les obligations résultant des dispositions du présent Accord, est fait en vertu de l'Accord de paiements en vigueur entre les deux pays.

Certificat d'immatriculation et permis de conduire

Article 11

Les conducteurs de véhicules routiers doivent être titulaires de permis de conduire nationaux ou internationaux et en possession des documents concernant leurs véhicules, selon le droit qui leur est opposable.

Autorités compétentes

Article 12

Chaque Partie contractante notifiera à l'autre Partie les autorités compétentes à régler les problèmes relatives à l'application du présent Accord.

Article 13

Les représentants des autorités compétentes mentionnées plus haut, se réuniront, à la demande d'une des deux Parties contractantes, en Commission Mixte, pour établir les modalités d'exécution des transports et des échanges des données statistiques, le nombre des autorisations prévues à l'article 2, ainsi que pour résoudre tous éventuels problèmes issus dans l'application du présent Accord.

Législation nationale

Article 14

Au cas où le présent Accord ne prévoit d'autre réglementation, la législation nationale des deux Parties contractantes reste en vigueur.

Dispositions générales

Article 15

En cas de violation des dispositions du présent Accord commise sur le territoire d'une des Parties contractantes, l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule, prendra des mesures, conformément à la législation nationale.

A la demande de l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, elle l'en informera.

Article 16

Les problèmes éventuels concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, qui ne seront pas solutionnés par voie directe entre les autorités compétentes des Parties contractantes, désignées conformément à l'article 12 du présent Accord, seront soumis par voie diplomatique aux Gouvernements respectifs en vue d'être solutionnés.

Entrée en vigueur et validité

Article 17

Le présent Accord sera approuvé conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux états et entrera en vigueur à partir de la réception par voie diplomatique de la dernière notification concernant son approbation.

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'Accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

L'Accord est conclu pour une période d'une année et sera prorogé automatiquement d'année en année, sauf le cas où une des Parties contractantes informera l'autre Partie contractante, au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration de la période en cours, sur sa décision de renoncer à la prorogation de l'Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé cet Accord.

Conclu à La Haye, le 23 avril 1968, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) J. LUNS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie:

(s.) Dr. GEORGE ELIAN

C. VERTALING**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië betreffende het internationale vervoer van goederen over de weg**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië,

verlangende het internationale vervoer van goederen over de weg tussen beide landen, alsmede het transitovervoer over hun grondgebied, te regelen en te vergemakkelijken,

zijn het volgende overeengekomen:

Vervoer onderworpen aan een vergunningenstelsel**Artikel 1**

De vervoerders, die hun zetel in Nederland of in Roemenië hebben, zijn gemachtigd goederenvervoer met motorvoertuigen te verrichten tussen de grondgebieden van de beide landen of in transit over hun grondgebied onder de voorwaarden neergelegd in deze Overeenkomst.

Artikel 2

Alle goederenvervoer tussen de beide landen of in transit over hun grondgebied is aan een vergunningenstelsel onderworpen, uitgezonderd het vervoer dat is genoemd in artikel 6 van deze Overeenkomst.

Het aantal vergunningen wordt elk jaar in onderlinge overeenstemming door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen vastgesteld, rekening houdend met de vervoerbehoefte.

Het aantal vergunningen wordt verhoogd, indien het in de loop van het jaar ontoereikend blijkt te zijn.

Artikel 3

De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen zenden elkaar blanco vervoervergunningen. Deze worden door de bevoegde autoriteiten van het land waar het voertuig is ingeschreven, afgegeven aan de vervoerders, bedoeld in artikel 1 van deze Overeenkomst.

Er zijn twee soorten van vergunningen:

a) de „termijnvergunning”, die geldt voor een onbeperkt aantal ritten, binnen de geldigheidsduur;

b) de „ritvergunning”, die geldt voor een enkele rit, binnen de geldigheidsduur.

De vergunningen zijn niet overdraagbaar.

De vervoervergunning geeft bevoegdheid tot het gebruik van een voertuig met of zonder aanhangwagen of oplegger.

Op de terugweg mag de vervoerder goederen laden, afkomstig van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 4

De vervoervergunning, waarvan het model in onderlinge overeenstemming door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen wordt vastgesteld, dient op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij in het voertuig aanwezig te zijn, zodat zij te allen tijde kan worden gecontroleerd. De met het voertuig vervoerde goederen, met inbegrip van de goederen geladen op de aanhangwagen of de oplegger, moeten overeenkomen met de gegevens op de vervoervergunning.

Artikel 5

De vervoerders bedoeld in artikel 1 van deze Overeenkomst zijn niet gemachtigd goederen te vervoeren tussen twee punten gelegen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij. Zij kunnen met toestemming van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij goederenvervoer verrichten tussen het land van deze Overeenkomstsluitende Partij en een derde land.

Vervoer niet onderworpen aan het vergunningenstelsel

Artikel 6

Niet aan een vergunning gebonden zijn:

- a) verhuizingen;
- b) vervoer van voorwerpen bestemd voor jaarbeurzen, tentoonstellingen en demonstraties;
- c) vervoer van dieren, voertuigen en sportartikelen, bestemd voor sportmanifestaties;
- d) vervoer van decors en toneelrekwisieten;
- e) vervoer van muziekinstrumenten en materialen ten behoeve van radio-, film- en televisieopnamen of van enige andere artistieke manifestatie;
- f) vervoer van beschadigde goederen;
- g) vervoer van kadavers verricht met daarvoor speciaal ingerichte voertuigen, overeenkomstig de sanitaire voorschriften.

Het vervoer bedoeld onder *b*, *c*, *d* en *e* is alleen dan niet aan een vervoervergunning gebonden, indien de dieren of de voorwerpen zijn bestemd te worden teruggebracht naar het land van inschrijving van het voertuig of naar een derde land.

Vervoerdocumenten

Artikel 7

Bij het verrichten van beroepsgoederenvervoer door middel van wegvoertuigen dient gebruik te worden gemaakt van vrachtbrieven, die in het voertuig aanwezig dienen te zijn.

Vrijstelling van belastingen en douanerechten

Artikel 8

Het goederenvervoer verricht door de vervoerder van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, overeenkomstig de artikelen 2 en 6 van deze Overeenkomst, is op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van alle specifieke vervoersbelastingen.

De voertuigen door middel waarvan dit vervoer wordt verricht, zijn op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van de motorrijtuigenbelasting.

De vergunningen voor dit vervoer zijn eveneens vrijgesteld van alle rechten, belastingen en heffingen.

Artikel 9

De brandstof in het reservoir van de voertuigen, zoals dit door de fabrikant voor het betrokken type voertuig is voorzien, is vrijgesteld van invoerrechten en alle belastingen en heffingen.

Deze vrijstelling is ook van toepassing op wisselstukken tijdelijk ingevoerd voor noodzakelijke reparaties aan het voertuig, dat eerder op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij was ingevoerd.

De vervangen onderdelen dienen wederom te worden uitgevoerd dan wel te worden vernietigd onder toezicht van de douaneautoriteiten.

Betalingsverkeer

Artikel 10

De betalingen die dienen te worden verricht krachtens de verplichtingen die uit de bepalingen van deze Overeenkomst voortvloeien, geschieden overeenkomstig de betalingsovereenkomst die tussen beide landen van kracht is.

Kentekenbewijs en rijbewijs

Artikel 11

De bestuurders van de voertuigen dienen houder te zijn van een nationaal of internationaal rijbewijs; zij dienen in het bezit te zijn van de op hun voertuigen betrekking hebbende documenten, overeenkomstig het recht dat op hen van toepassing is.

Bevoegde autoriteiten

Artikel 12

Elke Overeenkomstsluitende Partij deelt aan de andere Overeenkomstsluitende Partij mede welke autoriteiten bevoegd zijn de vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst te regelen.

Artikel 13

De vertegenwoordigers van de vorgenoemde bevoegde autoriteiten komen, op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Partijen, in een Gemengde Commissie bijeen, ten einde de uitvoeringsmaatregelen voor het vervoer en voor de uitwisseling van statistische gegevens vast te stellen, het aantal vergunningen bedoeld in artikel 2 vast te stellen, alsmede om alle vraagstukken op te lossen die zich bij de toepassing van deze Overeenkomst kunnen voordoen.

Nationale wetgeving

Artikel 14

Voor zover deze Overeenkomst geen afwijkende bepalingen bevat, blijft de nationale wetgeving van de beide Overeenkomstsluitende Partijen van kracht.

Algemene bepalingen

Artikel 15

In geval van overtreding van de bepalingen van deze Overeenkomst begaan op het grondgebied van één van de Overeenkomstsluitende Partijen, neemt de bevoegde autoriteit van het land waar het voertuig is ingeschreven maatregelen overeenkomstig de nationale wetgeving.

Op verzoek van de bevoegde autoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij zal zij haar daarover inlichten.

Artikel 16

Vraagstukken welke kunnen rijzen met betrekking tot de uitleg of de toepassing van deze Overeenkomst, en die niet rechtstreeks worden opgelost tussen de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen, die zijn aangewezen overeenkomstig artikel 12 van deze Overeenkomst, worden langs diplomatieke weg voorgelegd aan de onderscheiden Regeringen ten einde tot een oplossing te komen.

Inwerkingtreding en geldigheid

Artikel 17

Deze Overeenkomst wordt goedgekeurd overeenkomstig de grondwettelijke bepalingen welke in elk van de beide Staten van kracht zijn en treedt in werking met ingang van de dag van ontvangst langs diplomatieke weg van de laatste mededeling betreffende haar goedkeuring.

Wat betreft het Koninkrijk der Nederlanden is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Europese gebied van het Koninkrijk.

De Overeenkomst wordt gesloten voor een tijdvak van een jaar en wordt elk jaar automatisch verlengd, behoudens indien één van de Overeenkomstsluitende Partijen de andere Overeenkomstsluitende Partij tenminste 90 dagen voor de afloop van de geldigheidsduur mededeelt, dat zij besloten heeft de Overeenkomst niet te verlengen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, 23 april 1968, in twee oorspronkelijke exemplaren in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,
(w.g.) J. LUNS

Voor de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië,
(w.g.) Dr. GEORGE ELIAN

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst treden ingevolge artikel 17, eerste lid, in werking op de dag van ontvangst van de laatste nota, waarin de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar langs diplomatieke weg berichten, dat de in hun land grondwettelijk vereiste goedkeuring is verkregen.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 17, lid 2, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 30 september 1960 te Boekarest tot stand gekomen Betalingsovereenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Roemeense Volksrepubliek, anderzijds, welke een Overeenkomst is als bedoeld in artikel 10 van de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1960, 139.

Uitgegeven de veertiende mei 1968.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.